

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

Rapport du Commissaire aux comptes Indépendant

À SMBC Bank EU AG, Francfort-sur-le-Main

Rapport sur l'Audit des États Financiers Annuels et du Rapport de Gestion Combiné

Avis

Nous avons procédé à l'audit des états financiers annuels de SMBC Bank EU AG, Francfort-sur-le-Main, qui incluent le bilan au 31 mars 2024 et le compte de résultat pour l'exercice allant du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024, ainsi que les notes annexes aux états financiers, en ce compris les politiques de comptabilisation et d'évaluation qui y sont présentées. Par ailleurs, nous avons procédé à l'audit du rapport de gestion combiné de SMBC Bank EU AG pour l'exercice allant du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.

À notre avis, sur la base des connaissances acquises au cours de l'audit,

- les états financiers annuels ci-joints sont conformes, à tous les égards importants, aux exigences du droit commercial allemand applicable aux sociétés commerciales et donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière de la Société au 31 mars 2024, ainsi que de ses résultats financiers pour l'exercice allant du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024, conformément aux Principes Comptables Légalement Requis en Allemagne, et
- le rapport de gestion combiné ci-joint donne, dans son ensemble, une image appropriée de la situation de la Société. À tous les égards importants, le présent rapport de gestion combiné est cohérent avec les états financiers annuels, conforme aux exigences légales allemandes et présente de manière appropriée les opportunités et les risques liés au développement futur.

Conformément à l'Article 322 (3) phrase 1 du HGB [Handelsgesetzbuch : Code de commerce allemand], nous déclarons que notre audit n'a pas donné lieu à des réserves relatives à la conformité légale des états financiers annuels et du rapport de gestion combiné.

Fondement des Avis

Nous avons procédé à notre audit des états financiers annuels et du rapport de gestion combiné conformément à l'Article 317 du HGB et au Règlement européen n° 537/2014 relatif à l'audit des comptes (ci-après le « Règlement européen relatif à l'Audit ») et conformément aux Normes Généralement Acceptées en Allemagne pour l'Audit des États Financiers promulguées par l'*Institut der Wirtschaftsprüfer* (IDW) (l'Institut des Commissaires aux Comptes Publics en Allemagne). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces exigences et de ces principes sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités du Commissaire aux comptes pour l'Audit des États Financiers Annuels et du Rapport de Gestion Combiné » de notre rapport du commissaire aux comptes. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux exigences du droit européen et du droit commercial et professionnel allemand, et nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités professionnelles en Allemagne, conformément auxdites exigences. En outre, conformément à l'Article 10 (2) point (f) du Règlement européen relatif à l'Audit, nous déclarons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit qui sont interdits en vertu de l'Article 5 (1) du Règlement européen relatif à l'Audit. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion combiné.

Points Clés de l'Audit dans le cadre de l'Audit des États Financiers Annuels

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants dans le cadre de notre audit des états financiers annuels pour l'exercice allant du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024. Ces points ont été abordés dans le cadre de notre audit des états financiers annuels pris dans leur ensemble et, pour la formation de notre avis sur ceux-ci, nous n'exprimons pas d'avis distinct sur ces points.

Calcul des provisions spécifiques pour dépréciation des prêts et avances à la clientèle

Pour plus d'informations sur les méthodes comptables appliquées par SMBC Bank EU AG, veuillez consulter la Section II. « Méthodes de Comptabilisation et d'Évaluation » dans les Notes annexes aux états financiers de la Société.

LE RISQUE LIÉ AUX ÉTATS FINANCIERS

SMBC Bank EU AG déclare des prêts et avances à des clients pour un montant de 11 894 millions d'euros au 31 mars 2024. Pour les risques de crédit de contrepartie aigus, des provisions spécifiques pour dépréciation des prêts et avances à la clientèle ont été comptabilisées dans les états financiers annuels.

L'identification et la détermination des provisions spécifiques pour dépréciation des prêts et avances à la clientèle sont discrétionnaires. Cela nécessite de formuler des hypothèses sur les flux de trésorerie contractuels encore attendus et/ou sur les flux de trésorerie attendus de la réalisation des garanties de prêt fournies. Les hypothèses sont formulées en fonction de la stratégie de restructuration ou de liquidation choisie.

En particulier, le risque pour les états financiers est que les provisions pour dépréciation spécifiques qui sont requises ne soient pas comptabilisées en temps opportun parce qu'aucun critère approprié n'a été défini pour identifier les expositions nécessitant des provisions pour dépréciation spécifiques, ou parce que l'identification de ces expositions n'est pas assurée en termes de processus. En outre, le risque pour les états financiers est que, lors de la détermination de la provision pour dépréciation spécifique, aucune hypothèse appropriée ne soit formulée sur le montant des flux de trésorerie contractuels encore attendus ou sur le montant des flux de trésorerie attendus de la réalisation des garanties de prêt fournies. Des hypothèses erronées concernant le montant des flux de trésorerie attendus et/ou la réalisation des garanties de prêt fournies conduise à une évaluation inappropriée des créances et, par conséquent, à une prise en compte insuffisante des risques de contrepartie.

NOTRE APPROCHE EN MATIÈRE D'AUDIT

Sur la base de notre analyse des risques et de l'évaluation des risques d'erreur, nous avons fondé notre avis d'audit sur des procédures d'audit substantielles et fondées sur des contrôles. Par conséquent, nous avons mis en œuvre, entre autres, les procédures d'audit suivantes :

- Dans un premier temps, nous avons obtenu un aperçu complet de la performance du portefeuille de prêts, des risques de crédit de contrepartie associés, ainsi que du système de contrôle interne relatif à l'identification, au suivi et à l'évaluation des risques de crédit de contrepartie dans le portefeuille de prêts.
- Pour l'évaluation de l'adéquation du système de contrôle interne en ce qui concerne l'identification, la gestion et le suivi des prêts et avances aux clients, nous avons examiné les directives organisationnelles pertinentes et procédé à des entretiens. Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la pertinence, de la mise en œuvre et de l'efficacité des contrôles pertinents.
- Pour les systèmes informatiques utilisés pour les prêts et avances aux clients et pour le calcul des systèmes de provisions pour risques utilisés pour les créances sur les clients et pour la détermination des provisions pour risques, nous avons vérifié l'efficacité des règles et des procédures relatives aux applications informatiques concernées et nous avons soutenu l'efficacité des contrôles des applications.
- Sur la base d'une sélection délibérée d'expositions individuelles déterminées en fonction de l'importance relative et des aspects liés au risque, nous avons mis en œuvre des procédures d'audit substantielles et évalué le recouvrement des créances sur les clients. En particulier, nous avons vérifié si les expositions sélectionnées répondaient aux critères indiquant un besoin de provisions pour dépréciation spécifiques et si celles-ci avaient été correctement identifiées. Nous nous sommes assurés que la provision pour pertes sur prêts et avances comptabilisée pour ces expositions était comptabilisée sur la base de la comptabilité d'exercice et qu'elle était adéquate. Pour ce faire, nous avons évalué les hypothèses relatives aux flux de trésorerie contractuels encore attendus et/ou aux flux de trésorerie attendus de la réalisation des garanties de prêt fournies. Lorsque des garanties de prêt ont été fournies pour une exposition et qu'elles sont utilisées dans le cadre de l'évaluation, nous avons évalué l'existence légale et le recouvrement de ces garanties. Dans le cas des cautions, nous avons évalué la solvabilité des garants. Pour les expositions sélectionnées, nous avons également vérifié le calcul arithmétique de la provision pour dépréciation spécifique comptabilisée.

NOS OBSERVATIONS

Des critères et des précautions appropriés ont été définis et appliqués pour identifier les expositions nécessitant des provisions pour dépréciation spécifiques. Les hypothèses sous-jacentes au calcul de la provision pour dépréciation spécifique concernant le montant des recouvrements attendus de la performance économique des emprunteurs ou de la réalisation des garanties ont été sélectionnées de manière appropriée et sont conformes aux principes comptables à appliquer pour l'évaluation des provisions pour dépréciation spécifiques.

Responsabilités de la Direction et du Conseil de Surveillance relatives aux États Financiers Annuels et au Rapport de Gestion Combiné

La direction est responsable de l'établissement d'états financiers annuels conformes, à tous les égards importants, aux exigences du droit commercial allemand applicable aux sociétés commerciales, et du fait que les états financiers annuels donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif, de la situation financière et des résultats financiers de la Société, conformément aux Principes Comptables Légalement Requis en Allemagne. En outre, la direction est responsable du contrôle interne qu'elle a jugé nécessaire, conformément aux Principes Comptables Légalement Requis en Allemagne, pour permettre l'établissement d'états financiers annuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes (c'est-à-dire de déclarations financières frauduleuses et de détournements d'actifs) ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Elle a également la responsabilité de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation. En outre, elle est responsable des déclarations financières sur la base du principe de la continuité de l'exploitation, à condition qu'aucune circonstance réelle ou légale ne s'y oppose.

En outre, la direction est responsable de l'établissement du rapport de gestion combiné qui, dans son ensemble, donne une image appropriée de la situation de la Société et est, à tous les égards importants, cohérent avec les états financiers annuels, conforme aux exigences légales allemandes et présente de manière appropriée les opportunités et les risques liés au développement futur. En outre, la direction est responsable des dispositions et mesures (systèmes) qu'elle a jugées nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion combiné conforme aux exigences légales applicables en Allemagne, et pour être en mesure de fournir des éléments probants suffisants et appropriés pour étayer les affirmations contenues dans le rapport de gestion combiné.

Le conseil de surveillance est chargé de superviser le processus d'élaboration des déclarations financières de la Société pour l'établissement des états financiers annuels et du rapport de gestion combiné.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'Audit des États Financiers Annuels et du Rapport de Gestion Combiné

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et que le rapport de gestion combiné dans son ensemble donne une image appropriée de la situation de la Société et, à tous les égards importants, est cohérent avec les états financiers annuels et les connaissances acquises lors de l'audit, est conforme aux exigences légales allemandes et présente de manière appropriée les opportunités et les risques liés au développement futur, ainsi que d'émettre un rapport du commissaire aux comptes qui inclut nos avis sur les états financiers annuels et sur le rapport de gestion combiné.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à l'Article 317 du HGB et au Règlement européen relatif à l'Audit et conformément aux Normes Généralement Acceptées en Allemagne pour l'Audit des États Financiers promulguées par l'*Institut der Wirtschaftsprüfer* (IDW) détectera toujours une anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque, individuellement ou dans leur ensemble, elles sont raisonnablement susceptibles d'influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financier annuels et du présent rapport de gestion combiné.

Nous exerçons un jugement professionnel et faisons preuve d'un esprit critique tout au long de l'audit. Nous procédons également à ce qui suit :

- Identifier et évaluer les risques que les états financiers annuels et le rapport de gestion combiné comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptée à ces risques, et recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder nos avis. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, des fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.
- Prendre connaissance des contrôles internes pertinents pour l'audit des états financiers annuels et des dispositions et mesures (systèmes) pertinentes pour l'audit du rapport de gestion combiné afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer un avis sur l'efficacité de ces systèmes de la Société.
- Évaluer le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par la direction et le caractère raisonnable des estimations faites par la direction et des informations fournies à ce sujet.
- Formuler des conclusions sur le caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de la continuité de l'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans le rapport du commissaire aux comptes, sur les informations fournies à ce sujet dans les états financiers annuels et dans le rapport de gestion combiné ou, si ces informations ne sont pas suffisantes, de modifier nos avis à cet égard. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire aux comptes. Toutefois, des circonstances ou événements futur(e)s pourraient amener la Société à ne plus être en mesure de poursuivre son exploitation.
- Évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers annuels, y compris les informations à fournir, et déterminer si les états financiers annuels présentent les opérations et événements sous-jacents de manière à ce que les états financiers annuels donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif, de la situation financière et des résultats financiers de la Société, conformément aux Principes Comptables Légalement Requis en Allemagne.
- Apprécier la cohérence du rapport de gestion combiné avec les états financiers annuels, sa conformité avec le droit [allemand] et la vision de la situation de la Société qu'il fournit.
- Mettre en œuvre des procédures d'audit sur les informations prospectives présentées par la direction dans le rapport de gestion combiné. Sur la base d'éléments probants suffisants et appropriés, nous évaluons en particulier les hypothèses significatives utilisées par la direction pour fonder les informations prospectives, et nous évaluons la manière dont les informations prospectives sont tirées de ces hypothèses. Nous n'exprimons pas d'avis distinct sur les informations prospectives et sur les hypothèses utilisées comme base. Il existe un risque substantiel et inévitable que les événements futurs diffèrent sensiblement des informations prospectives.

Nous communiquons aux personnes chargées de la gouvernance de la société, entre autres, l'étendue et le calendrier prévus pour l'audit, ainsi que les constatations importantes de l'audit, y compris toute lacune importante dans les contrôles internes que nous avons identifiée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux personnes chargées de la gouvernance de la société une déclaration attestant que nous nous sommes conformés aux exigences pertinentes en matière d'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme affectant notre indépendance, et, le cas échéant, les mesures prises ou les mesures de sauvegarde appliquées pour éliminer les menaces qui pèsent sur l'indépendance.

Parmi les éléments communiqués aux personnes chargées de la gouvernance de la société, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants pour l'audit des états financiers annuels de l'exercice en cours et qui constituent par conséquent les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire aux comptes, à moins que la loi ou la réglementation n'interdise leur divulgation publique.

Autres Exigences Légales et Réglementaires

Informations Complémentaires conformément à l'Article 10 du Règlement européen relatif à l'Audit

Nous avons été nommés en qualité de commissaire aux comptes par l'assemblée générale annuelle du 27 novembre 2023. Nous avons été engagés par le conseil de surveillance le 27 novembre 2023. Nous sommes le commissaire aux comptes de SMBC Bank EU AG sans interruption depuis l'exercice 2019.

Nous déclarons que les avis exprimés dans le présent rapport du commissaire aux comptes sont cohérents avec le rapport complémentaire au comité d'audit établi conformément à l'Article 11 du Règlement européen relatif à l'Audit (rapport d'audit détaillé).

Outre l'audit des états financiers, nous avons fourni à la Société ou à ses filiales les services suivants qui ne sont pas mentionnés dans les états financiers annuels ou dans le rapport de gestion combiné :

- Audit de l'activité de services titres, conformément à l'Article 89 de la Loi allemande sur le commerce des valeurs mobilières (Wertpapier- handelsgesetz - WpHG)
- Assurance qualité sur des sujets spécifiques dans le cadre du Projet d'Entreprise Mère Intermédiaire dans l'UE
- Formation du Conseil de Surveillance

Commissaire aux comptes Public Allemand Responsable de la Mission

Le Commissaire aux comptes Public Allemand responsable de la mission est Markus Fox.

À Francfort-sur-le-Main, le 1^{er} août 2024

KPMG AG

Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

[Version originale en langue allemande signée par :]

Fox
Wirtschaftsprüfer
[Commissaire aux comptes
Public Allemand]

Hunstock
Wirtschaftsprüfer
[Commissaire aux
comptes Public
Allemand]

Bilan

Actifs

<u>en euros</u>	Annexe	31.03.2024	31.03.2023
Réserves de trésorerie	III, 1	135 852 103,04	730 961 933,12
a) Encaisse		-	-
b) Comptes auprès des banques centrales		135 852 103,04	730 961 933,12
<u>dont</u> :			
<u>auprès</u> de la Deutsche Bundesbank		135 852 103,04	730 961 933,12
Prêts et avances aux établissements de crédit	III, 2	9 062 845 242,90	7 445 131 123,03
a) Payables à vue		8 527 369 373,08	5 118 516 968,98
b) Autres prêts et avances		535 475 869,82	2 326 614 154,05
Prêts et avances aux clients	III, 3	11 894 399 035,62	7 974 643 062,04
Instruments de dettes et autres titres à revenu fixe	III, 4	115 032 590,27	160 285 421,76
a) Instruments du marché monétaire		115 032 590,27	160 285 421,76
<u>aa)</u> D'émetteurs publics			-
<u>ab)</u> d'autres émetteurs		115 032 590,27	160 285 421,76
Actifs détenus à des fins de transaction	III, 5	1 230 871 629,68	1 182 000 594,31
Participation dans des entreprises associées	III, 6	85 750 470,83	-
<u>dont</u> : dans des établissements financiers		85 750 470,83	
Immobilisations incorporelles	III, 7	14 182 033,99	19 232 024,54
a) Droits de propriété créés par soi-même et droits et actifs similaires			-
(b) Concessions, droits de propriété industrielle et droits et actifs similaires ainsi que les licences portant sur ces droits et actifs acquis à titre onéreux		670 902,03	199 484,69
c) Écarts d'acquisition		13 511 132,96	19 032 539,85
d) Acomptes versés			-
Immobilisations corporelles	III, 7	5 618 453,51	4 998 665,73
Autres actifs	III, 8	125 231 431,24	111 537 770,30
Charges constatées d'avance	III, 9	400 819,63	280 521,11
Total des actifs		22 670 183 810,71	17 629 071 115,94

Passifs

<u>en euros</u>	Annexe	31.03.2024	31.03.2023
Dettes envers des établissements de crédit	III, 10	4 579 006 411,98	2 825 664 857,43
a) Payables à vue		1 371 533,45	1 644 821,84
b) Avec des échéances ou des préavis convenu(e)s		4 577 634 878,53	2 824 020 035,59
Dettes envers les clients	III, 11	11 050 847 357,78	7 818 515 118,98
a) Dépôts d'épargne		-	-
aa) avec un préavis convenu de trois mois		-	-
ab) avec un préavis convenu de plus de trois mois		-	-
b) Autres passifs		11 050 847 357,78	7 818 515 118,98
ba) Payables à vue		396 652 582,28	263 128 327,24
bb) avec une échéance ou un préavis convenu(e)		10 654 194 775,50	7 555 386 791,74
Passifs détenus à des fins de transaction	III, 12	1 230 413 446,70	1 171 359 991,22
Autres passifs	III, 13	290 138 576,31	476 909 994,15
Produits constatés d'avance	III, 14	15 799 375,01	8 007 241,14
Provisions	III, 15	109 339 669,14	140 332 871,95
a) Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-
b) Provisions fiscales		37 317 644,83	40 224 452,33
c) Autres provisions		72 022 024,31	100 108 419,62
Fonds pour risques bancaires généraux	III, 16	4 436 319,72	3 749 724,03
Capitaux propres	III, 17	5 390 202 654,07	5 184 531 317,04
a) Capital appelé		5 100 000 000,00	5 100 000 000,00
Capital souscrit		5 100 000 000,00	5 100 000 000,00
Moins le capital restant dû non appelé		-	-
b) Réserves de capital		73 537 837,78	73 537 837,78
c) Réserves sur les bénéfices		10 900 000,00	549 673,96
ca) Réserves légales		10 900 000,00	549 673,96
(cb) Réserve pour les actions dans une entreprise contrôlante ou majoritaire		-	-
cc) Réserves statutaires		-	-
cd) Autres réserves sur les bénéfices		-	-
d) Gain/(déficit) cumulé		205 764 816,29	10 443 805,30
Total des passifs et des capitaux propres		22 670 183 810,71	17 629 071 115,94

Passifs éventuels et autres obligations

en euros

	Annexe	31.03.2024	31.03.2023
Passifs éventuels	V, 2	1 956 271 708,64	2 143 465 892,79
a) Passifs éventuels résultant d'effets réescomptés		-	-
b) Passifs éventuels résultant d'accords de garantie et d'indemnisation		1 956 271 708,64	2 143 465 892,79
c) Passif résultant de la constitution de garanties sur des passifs de tiers		-	-
Autres engagements	V, 2	12 997 710 417,91	10 652 962 743,51
a) Obligations de rachat résultant de contrats de prise en pension		-	-
b) Obligations de placement et de souscription		-	-
c) Engagements de prêt irrévocables		12 997 710 417,91	10 652 962 743,51

Compte de Résultat



en euros	Annexe	01.04.2023 - 31.03.2024	01.04.2022 - 31.03.2023
Produits d'intérêts	IV, 1	964 740 829,67	377 290 714,78
a) Activités de crédit et de marché		958 851 005,92	375 354 673,03
<u>dont</u> : Intérêts négatifs sur les opérations de crédit et les opérations du marché monétaire		(47 425,81)	(6 662 161,95)
b) Titres à revenu fixe et titres inscrits en compte		5 889 823,75	1 936 041,75
<u>dont</u> : Produits d'intérêts négatifs provenant de titres à revenu fixe et de titres inscrits en compte		-	-
Charges d'intérêts	IV, 1	(572 875 256,02)	(196 055 004,53)
Charges d'intérêts négatives		887 012,18	4 803 170,78
Produits de commissions	IV, 2	222 782 781,31	169 962 789,05
Charges de commissions	IV, 2	(90 176 222,12)	(54 628 725,78)
Résultat net des opérations de marché	IV, 3	4 805 702,02	15 997 590,99
Autres produits d'exploitation	IV, 4	17 051 281,24	15 761 890,08
Frais généraux administratifs	IV, 5	(191 868 251,94)	(170 200 310,05)
a) Charges de personnel		(81 086 318,57)	(69 678 697,33)
<u>aa)</u> Salaires et traitements		(66 566 931,41)	(57 605 987,78)
<u>ab)</u> Sécurité sociale, pension et autres avantages		(14 519 387,16)	(12 072 709,55)
<u>dont</u> :			
<u>pour</u> les retraites		-	-
b) Autres frais administratifs		(110 781 933,37)	(100 521 612,72)
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles	IV, 6	(7 055 883,18)	(3 978 841,10)
Autres charges d'exploitation	IV, 7	(277 042,34)	(26 236,89)
Dépréciations et provision pour dépréciation sur les créances et sur certains titres, ainsi que dotations aux provisions pour pertes sur des prêts	IV, 8	(35 875 206,51)	(55 103 791,13)
Total des Produits d'Exploitation		311 252 732,13	99 020 075,42
Impôts sur les bénéfices	IV, 9	(105 538 662,00)	(40 233 438,44)
Autres impôts et taxes	IV, 10	(42 733,10)	(47 015,81)
Résultat net de l'exercice	-	205 671 337,03	58 739 621,17
Déficit accumulé reporté	-	10 443 805,30	(47 746 141,91)
Dotations aux réserves sur les bénéfices		(10 350 326,04)	(549 673,96)
a) à la réserve légale		(10 350 326,04)	(549 673,96)
Gain/(déficit) cumulé		205 764 816,29	10 443 805,30